



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Réponse de Irina Bokova,

Directrice Générale de l'UNESCO

à l'occasion de la 199e session du Conseil Exécutif

UNESCO, 8 avril, 2016

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Monsieur le Président de la Conférence générale,

Je voudrais remercier les Membres du Conseil exécutif de leurs interventions, marquées par une « énergie renouvelée », selon l'expression de l'Inde, et par la conscience aigüe de nos défis.

Vous avez mis des mots très forts sur l'aggravation de la menace terroriste, sur les effets concrets du changement climatique, mais aussi sur les réponses et les résultats, souvent très encourageants, des Etats Membres avec l'UNESCO.

Je retiens notamment deux principes essentiels.

Le premier, c'est votre insistance sur les valeurs, et la conviction que les programmes et les politiques, ne sont efficaces et durables que si elles s'appuient sur des valeurs humanistes essentielles.

En dépit des changements perpétuels, malgré les incertitudes et les crises à répétition, ou plutôt à cause d'elles, nous devons rester fidèles à des valeurs universelles, qui elles, ne changent pas.

Je l'ai entendu dans l'intervention du Mexique, lorsque vous avez dit que « *L'éducation n'est pas juste un apprentissage de compétences pour l'emploi, mais la transmission de valeurs.* »

Je l'ai entendu dans l'intervention du Sultanat d'Oman, lorsque vous avez dit que « *L'éducation ne suffit pas si elle n'est pas soutenue par l'enseignement de la culture et des valeurs.* »

Vous avez insisté sur les dimensions éthiques du changement climatique, sur l'éthique comme moteur des transformations sociales durables, sur l'éthique des sciences et technologie – et en réponse au distingué représentant du Cameroun, je vous indique que le COMEST se penchera cette année sur l'éthique de la robotique.

Le Maroc a prôné « *le partage de valeurs universelles en réponse à l'extrémisme* ».

Je l'ai entendu également dans les interventions de l'ensemble des Groupes régionaux appelant à la promotion du dialogue interculturel, de la tolérance, d'une culture de la paix et du respect – dans la présentation du travail remarquable de l'institut Mahatma Gandhi pour l'éducation à la paix et au développement durable.

Ce sont ces valeurs qui guident notre travail pour l'enseignement des droits humains, de la dignité humaine et de la mémoire des crimes, pour la prévention des génocides, la Mémoire de l'Holocauste, la Mémoire des crimes de l'Esclavage et de la traite.

Le monde change, c'est certain, et l'UNESCO s'y adapte et se transforme, mais ces valeurs fondamentales, elles, ne changent pas, et ne doivent pas changer.

Le deuxième principe que vous avez souhaité dégager, c'est votre attachement, à l'unité de l'action internationale.

Et c'est le sens de l'intervention très forte du GRULAC appelant à « *construire, collectivement, un projet de paix et de justice sociale pour toute l'humanité.* »

Malgré ses douleurs, l'année 2015 a aussi marqué le succès de la coopération internationale en ce sens, comme l'ont clairement souligné les délégations de la Suède et du Paraguay, en saluant l'adoption de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris sur le climat.

Cette unité n'est jamais donnée, elle est toujours à fortifier.

Nous fêtons cette année le philosophe Aristote, il est normal que nous suivions ses préceptes d'équité – faire davantage lorsque les besoins sont plus grands – car c'est aussi le moyen de rester unis.

C'est pourquoi L'UNESCO se tient aux côtés des Petits Etats insulaires en développement – nous avons alloués des fonds spécialement dédiés présentés dans le tableau du document [cent quatre vingt dix neuf] 199 EX/5.INF. REV.

Je salue l'engagement de Saint Kitts et Nevis qui vient de ratifier les Conventions culturelles de 2003 et 2005, ce sont des signes tangibles du renforcement de la coopération internationale.

Je salue également l'initiative du Premier Ministre de la Suède de réunir 8 autres pays pour coordonner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 – c'est un geste de coopération très fort et l'instauration d'un comité spécial pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030, de part d'un grand pays développé, est une marque de l'universalité de cet Agenda, et le moyen d'encourager le partage des bonnes pratiques à travers le monde.

Dans le même esprit, je rejoins l'approche du Maroc et du Sultanat d'Oman dans la lutte contre l'extrémisme violent.

Il n'y a pas à stigmatiser ou à cibler une région en particulier - tous les pays sont concernés.

Et c'est dans cet esprit que nous menons notre travail pour la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation, en considérant l'action des personnes, et non des pays, des cultures ou des religions, et c'est un aspect central pour empêcher le racisme et la xénophobie.

L'unité de la communauté internationale s'exprime aussi clairement dans votre volonté, exprimée massivement, de participer rapidement à la sauvegarde de Palmyre et du patrimoine syrien.

Palmyre est le patrimoine des syriens, de tous les syriens, et c'est un patrimoine mondial – j'y insiste – qui nous unit comme une seule famille.

Ce symbole impose des devoirs, et le premier d'entre eux, c'est de se coordonner, et de procéder par ordre.

La première urgence est de faire l'estimation des dommages, et nous enverrons une mission internationale sur place dès que possible.

C'est uniquement sur cette base, et pas avant, que l'on peut déterminer ce qui doit être fait, et comment.

Je remercie l'Allemagne de sa proposition d'accueillir une Conférence internationale d'experts et de coordination.

Je veux aussi rappeler qu'au-delà de Palmyre, il y a l'ensemble du patrimoine syrien – Crac des Chevaliers, Alep, Bosra, Damas les villages antiques, qui ont subi de très lourds dommages.

Nous sommes en lien permanent avec les experts, les archéologues, avec les professionnels, et nous travaillons avec tous les partenaires, car ce patrimoine appartient au monde entier.

Nous avons noué des liens avec de nouveaux partenaires, comme le Comité International de la Croix rouge, et je veux rassurer le distingué représentant du Royaume-Uni que bien évidemment nous le faisons dans les règles – le CICR n'étant pas une organisation intergouvernementale, en vertu de l'article 11 de notre Acte Constitutif, cet accord n'avait pas à être examiné par ce Conseil, comme établi par notre Service juridique.

Et en même temps, je suis totalement prête, comme l'ensemble du secteur de la culture, à discuter des modalités de mise en œuvre de cet accord.

Je veux enfin souligner le message constant de l'UNESCO : la protection du patrimoine est inséparable de la protection des vies humaines, dans une guerre qui continue de faire rage.

Cette vision globale guide notre travail dans la région, pour l'éducation d'urgence notamment, nous en avons souvent parlé, nous venons d'avoir une réunion d'information spécialement sur ce thème, et je tenais à rassurer l'Ambassadeur du Liban sur ce point et redire notre volonté de partager tout le travail que nous faisons avec les Etats Membres concernés, pour améliorer et renforcer notre action.

Je suis d'accord avec la déclaration de la République Dominicaine, sur l'importance de la mise en œuvre des Conventions culturelles, et c'est justement pourquoi j'ai lancé une campagne mondiale pour la ratification des Conventions de 1954 et 1970.

L'ensemble de cet effort exige des moyens financiers considérables, et je remercie l'Estonie et l'Espagne qui ont indiqué vouloir contribuer au Fonds d'Urgence pour le Patrimoine.

Toujours dans le domaine culturel, en réponse à la délégation de l'Ouganda, je souhaite rappeler que l'Etat de Conservation des Tombeaux Kazubi sera examiné à la 40ème session du Comité du Patrimoine mondial à Istanbul au mois de Juillet. Le processus de reconstruction devrait être terminé d'ici 2 ans et je tiens à souligner que je suis très attachée à ce site que j'ai visité deux fois. Lors de ma dernière visite j'ai d'ailleurs pu redire aux gardiens traditionnels des tombeaux l'engagement total de l'UNESCO auprès d'eux. Le bureau de Nairobi travaille en lien étroit avec les Autorités Nationales, et cet engagement va être renforcé au sein du Comité National de l'Ouganda pour la reconstruction.

Mesdames et Messieurs,

En dépit des difficultés, immenses, vous avez souhaité mettre aussi l'accent sur les avancées, réelles, menées avec l'UNESCO, qui donnent du courage.

Je pense notamment à l'intervention du Sri Lanka, et aux résultats obtenus dans la modernisation de l'éducation, dans la recherche, dans les nouvelles pédagogies – également à la Slovénie et à son engagement dans les Nouvelles technologies de l'éducation.

Je pense à l'intervention du Ghana, du Mozambique, de la Côte d'Ivoire, qui ont partagé leurs efforts récents pour la science, l'éducation et la formation technique et professionnelle, et je les remercie d'avoir souligné l'importance du soutien de l'UNESCO dans la mise en œuvre de leurs politiques.

J'ai entendu votre soutien à la nouvelle stratégie de l'UNESCO pour l'éducation et la formation technique et professionnelle comme levier de la mise en œuvre de l'agenda 2030, comme moteur d'inclusion, et je voudrais à cet égard remercier le très généreux soutien de la République de Corée pour le développement de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle en Afrique, de même que pour l'éducation aux jeunes réfugiés syriens.

Je vous remercie également du soutien apporté à nos efforts pour la sécurité des Journalistes et je me réjouis du soutien financier annoncé par la Lituanie au Programme International pour le développement de la Communication (IPDC).

Vous avez marqué la nécessité d'innover, de « sortir de sa zone de confort » selon l'expression des Pays Bas, et ce Conseil en offre d'ailleurs un témoignage assez net.

Je pense à la création, par le Sénégal, du groupe de haut niveau sur l'eau, la paix et la sécurité, qui est une marque forte de transversalité, et nous sommes prêts à y contribuer largement.

Je pense à l'engagement et à l'appel du Tchad d'investir dans les technologies vertes et la recherche fondamentale et l'UNESCO est totalement disposée à soutenir ces efforts, comme nous l'avons fait depuis 2011 au Sri Lanka pour la création d'un parc Nano-technologique à Colombo, qui est maintenant opérationnel.

Je remercie le Japon de son soutien à de très nombreux programmes scientifiques de l'UNESCO au service du développement durable, à la fois sur le plan financier, mais également par le travail de ses centres de catégorie 2.

Je voudrais aussi répondre aux questions de la délégation du Togo sur nos programmes pour les sciences en Afrique.

D'abord, sur le programme Microsciences - plusieurs sessions de formation ont eu lieu au cours des 18 derniers mois : aux Comores, Cap Vert, Libéria, Zambie, et au Gabon en Avril.

Il faut souligner que ce sont chaque fois nos collègues des bureaux Hors Siège qui assurent la mise en œuvre de ces formations, et qui font un travail remarquable

Nous venons de créer en décembre un centre de catégorie 2 dédié aux Microsciences au Cameroun.

Depuis 2014 plus de 200 professeurs ont été formés et sont devenus formateurs à leur tour, créant de nouvelles capacités.

Ces résultats prouvent que ce programme, loin de s'affaiblir, se renforce.

L'UNESCO se félicite également du soutien du Togo aux activités sur les énergies renouvelables et notamment l'Electrification solaire des écoles rurales en Afrique sub-saharienne.

Ce programme est très prometteur, nous l'avons d'ailleurs mis en valeur dans un film présenté devant ce Conseil et nous allons l'étendre et mobiliser de nouvelles ressources.

Et je suis heureuse de souligner que grâce au soutien exceptionnel de la Suède, nous sommes en train d'élargir considérablement notre travail pour les sciences en Afrique.

D'abord, nous allons renforcer les capacités de plus de pays d'Afrique à rejoindre l'initiative Future Earth, pour laquelle l'UNESCO organise un atelier « biodiversité » en ce moment même, à Miollis.

Nous allons aussi pouvoir élargir l'Observatoire GO-SPIN à de nouveaux Etats Membres, et d'autres régions, pour créer une base de données des politiques scientifiques plus performante.

GO-SPIN a déjà permis l'évaluation des politiques scientifiques au Botswana, Burkina Faso, Burundi, Gabon, Cote d'Ivoire, Malawi, Mozambique, Niger, Rwanda, Sénégal, Zambie, Zimbabwe, et je vous remercie des mots chaleureux que vous avez eus pour saluer le travail de l'UNESCO à vos côtés – et encore une fois ce travail est mené par les bureaux hors siège, il ne faut jamais l'oublier.

Ensemble, l'UNESCO et le Togo ont élaboré la nouvelle stratégie nationale pour la science, la technologie et l'innovation en 2014, et le forum national de validation finale s'est tenu avec le soutien de l'UNESCO et le financement de l'Espagne.

Enfin, toujours grâce à la Suède, UNESCO va pouvoir renforcer la coopération en Afrique dans le domaine des sciences de la terre, avec la création d'un réseau fédérant l'ensemble des Institutions Africaines dans ce domaine.

L'UNESCO mobilise déjà les chercheurs de 34 pays d'Afrique au sein du programme international des Géosciences.

Nous travaillons avec plusieurs d'entre eux à la création de nouveaux géoparcs.

Nous serons présents au 35^{ème} Congrès géologique international de Cape Town, en Afrique du Sud en Aout, et suivons de près les travaux de la Conférence TICAD pour la science en Afrique.

Comme vous le voyez, nous sommes pleinement mobilisés.

Sommes-nous satisfaits ? Bien sûr que non, et nous devons faire encore beaucoup plus, et c'est un travail que nous menons, pour la science en Afrique, essentiellement avec des fonds extrabudgétaires, qui sont, là encore, levés en majorité par les bureaux hors siège, et je vous appelle à nouveau à examiner la possibilité de financer ces programmes importants, sur lesquels nous pouvons faire la preuve d'avancées très significatives.

Excellencies,

I wish to thank Members of the Executive Board for the vision they expressed about the universality of the new 2030 Agenda, its global and transformative nature,

including all countries – large, small, middle income, Small Island Developing States or Big Ocean Developing States, as UNESCO refers to them – joining against common challenges, including the pressures of climate change.

This vision for peace and development starts with human rights, with individual women and men, their capacities and empowerment, to forge a common humanity, including every person, every society.

I thank the Chair for the three leitmotifs he highlighted to guide deliberations and implementing the programme.

Experimentation.

Determination

Anticipation.

I believe these have never been so important.

The world is confronting challenges that pay no heed to borders, that cannot be restricted to simple policy areas, that must be tackled through concerted, collective, cross-disciplinary action.

The Distinguished Delegate of Mexico said, “the sustainability of societies is at stake,” and I agree.

This is why I am encouraged Members States see the 2030 Agenda and the Paris Climate Change Agreement as the same, single agenda.

The complexity of challenges today requires complex and multi-dimensional responses.

The Distinguished Delegate of Oman spoke of multiple forms of violence today, pointing to the cross-dimensional response this requires – starting with education, including TVET, with safeguarding culture, with media and information literacy, with science cooperation.

This expresses the commonality of the 2030 Agenda and the Paris Agreement.

Implementation must move across a wide spectrum, creating synergies, linking progress in different areas, to build momentum that is inclusive and sustainable.

Implementation must build on new and innovative partnerships across the board, with donors, across the UN system, with civil society, with the private sector and with the media – these are key to progress.

For this, as the Distinguished Delegate of Argentina said, we must move from words to deeds – “it is not enough to be in solidarity, it takes action.”

This message was echoed by all Member States.

The Distinguished Delegate of Sri Lanka spoke of the “major shift” represented -- and required -- by the new agenda.

The Distinguished Delegate of Morocco underlined the ethical stakes raised by the 2030 Agenda and the Paris Agreement, looking to the importance of the COP22 on 8-17 November, 2016 for which UNESCO will bring all its strengths.

The Distinguished Delegate of Paraguay said the 2030 Agenda and Paris Agreement were [I cite] “light in a dark world”.

The Distinguished Delegate of the Republic of Korea said 2016 “is the first year to take transformative steps towards a more sustainable, equitable and peaceful world.”

We need, indeed, transformative action to make a transformative agenda real.

This is the power of gender equality, a human right, a development multiplier.

This stand-alone SDG is essential to all the SDGs, and I thank Members of the Executive Board for their continuing support to Priority Gender Equality.

This starts in-house, with capacity building and training.

This builds on initiatives for girls and women's education, literacy and life-long learning, enhancing participation in STEM, integrating gender equality in social inclusion and transformation, bolstering women's participation in cultural creativity and preserving cultural heritage, reducing gender gaps in ICTs, and addressing school-related gender-based violence.

I thank Lithuania, and many others, for supporting the initiative to identify gender equality-related performance indicators and targets in all activities, in line with SDG 5 – this is how we will ensure momentum in implementing the 2030 Agenda.

I thank Cameroon for the place given to promoting youth and women's rights in the national development plan, along with Mozambique and Uganda, and many others, for their commitment to integrating gender equality in national priorities.

Mainstreaming gender equality throughout all activity, bringing together all UNESCO strengths – I believe this is the cross-sectoral spirit also of the initiative of the United States in STEM, drawing on science, education, to promote the rights and dignity of all girls and women, in ways that have real impact.

I see similar transformative action led by the UNESCO Man and the Biosphere Programme (MAB).

Last month, the 4th World Congress of Biosphere Reserves attracted 1050 participants from 115 Member States, and launched a road map to contribute to the 2030 Agenda, through the Lima Action Plan 2016-2025 and the Lima Declaration.

I thank the Government of Peru for its leadership and generous support, in making the Lima Congress a milestone.

Let me thank also Saint Kitts and Nevis for its active participation in the World Congress -- the engagement of Small Island Developing States is essential, and I agree with the idea to explore possibilities for extrabudgetary support to establish a MAB Biosphere Reserves Network in the Caribbean.

In Lima, the MAB Council approved 20 new Biosphere Reserves, including a new transboundary Biosphere Reserve Tejo/Tajo of Portugal and Spain -- bringing the World Network to a total of 669 sites, including 16 transboundary.

As we say, this network paints a new map of the world...

...Biosphere Reserves are living platforms for sustainability action, connecting the SDGs with local development contexts.

In reply to the Distinguished Delegate of Chad, let me say UNESCO is committed to support, through MAB and IHP, the countries of the Lake Chad basin, to better manage water and natural resources for the benefit of local communities, and in respect of culture – this is vital for peacebuilding in the region, and I have seen for myself, in crossing the Lake, the vital necessity to support the sustainable management of this unique resource for local livelihoods and peace, and I am determined to continue this work.

I thank Member States for highlighting the importance of UNESCO Global Geoparks – these are inspired by a holistic concept of protection, education and sustainable development.

I believe this bottom-up approach, combining conservation with sustainable development and involving local communities, is key to the new global agenda.

The same idea underpins the UNESCO Science Report, launched last November, to provide baseline information to countries, to drive forward the 2030 Agenda.

On 16-18 May, UNESCO is organizing, with our Chinese partners, a first coordination meeting of all 65 science-related category 2 centres in Beijing, to mobilise their contribution to the 2030 agenda, for which I am deeply grateful – once again, I believe this shows the power of partnerships in action.

The Intergovernmental Oceanographic Commission is another force for transformation-- recognised in SDG 14, for its standard-setting role, for its capacity-building, knowledge-sharing.

I wish to underline the statement of Mauritius on connecting the dots between science, responding to climate change and advancing sustainable development, to continue work to strengthen the resilience of communities to ocean-related hazards, including by maintaining the regional information centres -- and I wish to thank the Governments of Barbados, Indonesia and others for their commitment and support.

All Members of the Executive Board highlighted the strength of UNESCO in its multi-sectoral and inter-disciplinary action.

I agree the best judge of this is in the field.

I am confident the phased, consultative process will provide an opportunity to identify strengths and shortcomings, to strengthen the network, to optimize it, to better support it.

In reply to the Distinguished Delegate of Senegal, let me reiterate we need to maintain the current decentralization levels, to remain relevant at the regional and national levels.

To do so effectively, we must look at ways to make our field presence more efficient, by sharpening programme focus, by exploring alternative funding modalities.

In this spirit, I look forward to the views and deliberations of Member States, to strengthen the sustainability of the field network about which I am worried, as I have said before -- we need new ways of working, innovative means of financing, as well as staff training, to be there where you need UNESCO to be.

This calls for frank and open debate and the strong support of all Member States.

In reply to the Distinguished Delegate of Morocco, I realize fully the challenges faced by field offices in Arab States, in the context of ongoing crises and population displacements -- extrabudgetary resources have been raised, to strengthen delivery capacity, and I am determined to do more, because the needs are so high and the potential for UNESCO's role is so great, while resources must be increased.

In reply to the Distinguished Delegate of the United Kingdom, I agree it is important to examine figures to have an accurate picture of UNESCO in the field – I will ask the Chair to give the floor to Axel Plathe, Field Support Coordinator.

As requested by the Executive Board, the rate of decentralisation has been increasing -- the overall trend is dynamic and positive, for an Organization becoming more field-orientated,

As you recall, we were requested to have a 60/40 ratio for Headquarters/Field -- as of March 2016, according to the 38 C/5, 43% of all regular budget posts were in the field and 57% at Headquarters. This ratio was, in 2008/9, 35% of posts in the Field and 65% at Headquarters...

These figures should be understood in an overall context where there have been dramatic cuts in corporate and programme support costs.

UNESCO field offices are working at the coalface in supporting Governments and societies – staff are specialists, engaged across the board, drawing on all their expertise, across UNESCO's mandate, deeply engaged in implementation, and especially of extrabudgetary projects, which are on the rise, and for which staff need additional support, given that the majority of such funds are now raised in the field... this is a new tendency, along with the decentralization of donors, like the European Union.

On financing the field, let me take this opportunity to thank the Kenyan authorities for increasing support to the UNESCO Multisectoral Regional Office in Nairobi, along with other Governments, like Thailand and Egypt, whose support to UNESCO has never been so important.

I am also convinced about the importance of self-benefitting funds to support UNESCO – this is a mark of confidence from donors, and Governments, reflecting the new partnerships we are building to take forward the 2030 Agenda.

In reply to the Distinguished Delegate of South Africa, speaking on behalf of the Africa Group, let me emphasise the phased process will provide an opportunity to

identify programme and coordination adjustments to the functions, responsibilities and accountabilities of the field network in Africa.

All this is why the views of Member States are so important – your guidance will be essential in moving forward, on the basis of regular interaction and consultation, including open discussion on strengths and shortcomings, to bolster the sustainability of the field network, which, as you know, started in a very different financial context and which required adjustment. Member States have expressed many strong ideas, and I look forward to further deliberations and decisions as essential guidance to move forward.

Let me highlight the point of the Distinguished Delegate of Kenya on the shift of the UNESCO Institute of Statistics from data-gathering to capacity-building in Africa, to support countries in taking forward the 2030 Agenda -- I am determined to lead this forward with the UIS.

This is an example of UNESCO adjusting focus to sharpen delivery, in taking forward Global Priority Africa.

In reply to the Distinguished Delegate of Nigeria, I would welcome the idea of an evaluation and review of the Operational Strategy for Priority Africa, with a view to its alignment to the 2030 Agenda and the Africa Union Agenda 2063 – the Africa We Want, both of which are reflected in the UNESCO Strategy.

As the Distinguished Delegate of Brazil said, “the challenges are many and our resources are limited, we must keep our focus and remain creative.”

Focus and creativity are bywords for reform.

In this spirit, let me underline again the strategic importance of clear guidance from the Executive Board on the priorities of action in moving ahead, at a time when demand has never been so high for UNESCO action across all its strengths.

The Distinguished Delegate of Senegal spoke of responsibility to provide UNESCO with the tools it needs.

I see the Structured Financing Dialogue as an essential tool, to enhance transparency, to bolster administrative efficiency, to identify programmatic priorities, to facilitate financing – all of this for the goal of supporting States in ways that are most impactful.

The detailed ideas in the Invest for Efficient Delivery proposal are also important tools, to support UNESCO to be effective and efficient and play a leadership role in the implementation of the 2030 Agenda -- I will request Mr Getachew Engida, Deputy Director-General, to be given the floor on this.

Excellencies,

In closing, let me reiterate my determination to mobilize the Organization as fully as possible, to become more efficient, to strengthen UNESCO's leadership, to bolster work through partnerships and to pursue the priorities and guidance set by the Executive Board.

Thank you.